

de mouvement pour faire exécuter les « opérations de police » nécessaires aux colonies, sans alerter l'opinion publique, encadrement étroit des jeunes travailleurs appelés, par une armée de métier augmentée, enfin possibilité, à tout instant, de retourner contre la classe ouvrière insurgée, l'appareil formidable de cette *Nation armée*.

2° C'est sur cette offensive contre la classe ouvrière qu'il faut insister. Ici apparaissent le sens véritable et l'inévitabilité de la dialectique de classe : *après quelques années d'efforts pour atteindre une stabilité de fait, la bourgeoisie impérialiste laisse entrevoir qu'elle n'a pas seulement tiré leçon de la guerre inter-impérialiste de 1914-18, mais aussi de la guerre civile qui y succéda et qui fut victorieuse, au moins sur un point en octobre 1917 : l'U. R. S. S. hante la bourgeoisie française bien plus que l'Allemagne.*

Le mot d'ordre lancé par Lénine, en 1915, a été repris de l'autre côté de la barricade : **TRANSFORMATION DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE EN GUERRE CIVILE.**

C'est même remarquable la façon dont l'Etat bourgeois a su employer la tactique déterminée contre lui-même par le prolétariat d'après guerre. Car c'est bien le sens qu'il faut donner au projet de *Nation armée*. Il faudra, dès la mobilisation déclarée, briser toutes les organisations révolutionnaires de la classe ouvrière : partis, syndicats révolutionnaires, coopératives, dans le minimum de temps. Ensuite l'Etat ne craindra plus rien pour disperser et encadrer les ouvriers, et il pourra effectuer tranquillement sa mobilisation générale — même celle des syndicats réformistes ! Renaud Jean répondit à Paul Boncour en lui exprimant la nécessité, pour le prolétariat ainsi garotté, de s'insurger, de s'organiser au sein même de la *Nation armée*, afin de répondre à la guerre impérialiste, le moment venu, par la guerre civile. La guerre civile, unique solution des contradictions engendrées par la concurrence capitaliste. Ce n'est cependant plus depuis longtemps l'opinion de la social-démocratie ; ainsi s'exprime Paul Boncour : « Plus loin vous pousserez l'analyse de tous les risques que porte en soi le régime capitaliste, et plus je serai fondé à demander pour mon pays les moyens de faire, le cas échéant, face à ces périls. » Le moyen pour lui d'échapper aux contradictions croissantes des impérialismes, c'est de les aggraver, c'est de mettre « son pays » à même de résister — ou d'attaquer — victorieusement, c'est de préparer la nation entière à une militarisation totale. C'est, une fois de plus, prévoir consciemment la mort de millions d'hommes pour le maintien, à tous prix, d'un régime qui se condamne lui-même. La social-démocratie réformiste avoue donc son vé-

ritable jeu : devenir le dernier rempart de la bourgeoisie, le plus dangereux et le plus hypocrite pour la classe ouvrière, en état de crise. Ce jeu est particulièrement dévoilé dans la préparation de projets militaires qui ne sont autre chose que la mainmise absolue d'une caste bourgeoise sur l'ensemble des travailleurs, au moyen d'un appareil militaire qui, en cas de conflit, ne s'adjoint pas au pouvoir d'état civil, mais se substituera entièrement à ce pouvoir.

« La révolution en cas de guerre, continue Paul Boncour, c'est une formule trop simple. Vous représentez-vous ce que cela signifie ? C'est inévitablement la nation la plus avancée et la plus révolutionnaire sous le joug de la nation qui, chez elle, aurait eu la force de réprimer un pareil mouvement de révolte. » Mais qu'est-ce donc que la victoire du parti bolchevik en 1917, quelle est donc la signification du traité de Brest-Litavsk ? L'Allemagne impériale, puis l'Allemagne social-démocrate ont su réprimer la révolte de leur prolétariat épuisé, mais elles n'ont pas su, ni pu écraser le prolétariat russe vainqueur de sa bourgeoisie. Etait-ce seulement à cause de la lutte qui continuait sur le front français ? Mais Boncour croit-il que sa prochaine guerre doit se borner à deux nations ? C'est votre réponse qui est trop simple, Boncour ! Il vaut mieux avouer que la social-démocratie se sent de plus en plus détachée de la classe ouvrière, de plus en plus incapable de poursuivre sa marche historique — et d'autant plus enchaînée à la bourgeoisie. Elle prête alors la main à tous les projets qui serviront à juguler cette classe ouvrière prête, en cas de conflit impérialiste, à se retourner contre elle. Elle prévient le coup ; elle retourne la tactique de Lénine : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, elle prépare une passe de véritable guerre civile, brusquée, qui démantèlerait la classe ouvrière. Militarisation totale, dispersion des ouvriers hors des organisations révolutionnaires, il ne resterait plus que la défaite militaire pour permettre une insurrection du prolétariat.

**

Le problème est donc posé maintenant devant la classe ouvrière. Il faut répondre à cette attaque, à l'avance de la bourgeoisie, par un travail systématique. Les communistes doivent s'employer à ce travail, et ne doivent cesser d'expliquer à fond, largement, concrètement, aux masses ouvrières et paysannes, les buts de la réforme militaire bourgeoise et les dangers qu'elle leur fait courir. Ils le feront.

Pierre NAVILLE.

L'Armement du Prolétariat de la Garde Nationale (1871) à l'Armée Rouge (1918)

Le premier décret de la commune supprima l'armée permanente et la remplaça par le peuple armé.

Un tel acte révolutionnaire brisait un des rouages les plus importants de l'appareil d'oppression de l'Etat bourgeois. A l'armée permanente de la bourgeoisie, instrument de sa dictature, commandée, dirigée par des représentants de la bourgeoisie, à l'intérieur de laquelle régnait une discipline dont le seul but était la soumission absolue du soldat citoyen à ses officiers bourgeois ; à cette armée soumise à une hiérarchie rigoureuse du sommet à la base, sans nulle contrepartie, la Commune, pouvoir du peuple, substituait le peuple armé, organisé selon une démocratie véritable de la majorité.

Marx voyait dans ce décret de la Commune, non seulement un acte de force pour briser « la machine bureaucratique et militaire de l'Etat », mais encore une tentative pour remplacer certaines institutions par des institutions de principe essentiellement différent. Et Lénine commentant le célèbre passage de Marx sur l'organisation « positive » de la Commune en république prolétarienne, écrit : « La démocratie réalisée aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le rêver, est devenue prolétarienne, de bourgeoisie qu'elle était. L'Etat, cette force destinée à opprimer une classe, s'est transformée en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, l'Etat. » — (L'Etat et la Révolution.)

L'Etat est devenu « le prolétariat organisé en classe dominante. »

Le peuple armé est l'expression de cette dictature du prolétariat.

**

On ne saurait concevoir d'autre façon pour le prolétariat de se maintenir au pouvoir que la possession du pouvoir d'Etat : seul, un tel pouvoir s'appuyant directement sur la force armée des masses, lui permet aussi bien de résister aux attaques de la bourgeoisie et de dompter sa résistance, que d'organiser la masse énorme de la population et construire le socialisme.

Dans sa polémique avec les anarchistes, Engels combattant les arguments mis en avant par ces pseudo-révolutionnaires adversaires de l'autorité, écrivait : « Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs. Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui existe, un acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie à l'aide de baïonnettes, de fusils, de canons : moyens

autoritaires, s'il en fut ! Et le parti qui a triomphé doit maintenir son autorité par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour, si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas, au contraire, la blâmer de ce qu'elle ait fait trop peu usage de son autorité ? »

Et c'est bien cela, en effet, qui causa la perte de la Commune. Partie d'un point de vue absolument juste, mais peut-être plus instinctif que réfléchi, la Commune sentit la nécessité de briser l'appareil de l'Etat par la violence en s'appuyant sur le peuple armé. Mais la faiblesse doctrinaire des dirigeants du Comité Central les empêcha de pousser dans toute sa rigueur le principe de la dictature du prolétariat. Cette dictature, au lieu de l'affermir en portant à l'adversaire en déroute un coup décisif — la Commune disposait pour cela de 167.000 gardes nationaux et d'un immense matériel de guerre — et de l'organiser, elle en laissa émauser le principe même en cherchant à le faire ratifier dès le début par des élections générales qui, par elles-mêmes, ne signifiaient absolument rien, puisque sur les deux millions d'habitants que Paris comptait en 1871, 400.000 électeurs seulement prirent part à ces élections.

Au lieu d'instaurer dans la capitale un régime militaire rigoureux, au lieu d'abattre, dès le début, les ennemis intérieurs qui pullulaient dans Paris, organisant ouvertement la contre-révolution jusque dans les rangs de la garde nationale, le Comité Central ne pensait qu'à remettre le pouvoir, qu'il détenait cependant du peuple armé lui-même, à un gouvernement légal. Le Comité Central refusa de concentrer tous les pouvoirs entre ses mains ; de même la Commune, plus tard, ne voulut pas reprendre la totalité du pouvoir politique au Comité Central. De cette dualité de pouvoir naquit une situation confuse qui empêcha l'armée révolutionnaire de s'organiser.

Voici comment un historien de la Commune nous dépeint « l'organisation » centrale de la guerre à l'Hôtel de Ville :

« Le Département de la Guerre de la Commune siégeait dans une chambre sombre où tout le monde se bousculait. Le bureau du ministre était rempli d'officiers de gardes-nationaux qui exigeaient soit des fournitures militaires, soit des approvisionnements ou qui se plaignaient qu'on ne les relevât pas. On les renvoyait au commandant de la place... Certains bataillons restaient dans les tranchées de 20 à 30 jours, tandis que les autres étaient constam-